

# L'école en image

## Engagement et démocratie

### Jean De Munck, Marie-Claude Blais, Jean-Pierre Lebrun

## Réactions et échanges

**Frédéric Matriche** : Je vous propose de passer au troisième thème qui est « engagement et démocratie ». De l'école fondamentale à la Haute école en passant par les écoles de promotion sociale, étudiants et élèves s'engagent dans des processus de participation, de représentation qui sont autant d'espaces pour apprendre l'exercice de la démocratie. Comment vivent-ils cette expérience ? Que nous en disent-ils ? Quelles sont les motivations des équipes éducatives dans l'organisation de ces processus participatifs ? Sont-ils des passeurs, des témoins de l'idéal démocratique ? Je vous propose de regarder ensemble la troisième vidéo...

---

#### Vidéo

---

Marie-Claude Blais, je vous propose de réagir par rapport à cette vidéo. On a parlé des conseils des enfants, on a parlé d'étudiants qui s'investissent notamment pour pouvoir représenter les autres... Est-ce que c'est important au sein d'une institution ?

**Marie-Claude Blais** : Oui bien sûr très important. D'ailleurs, une étudiante dit que si ça ne s'apprend pas à l'école où est-ce que ça s'apprendrait ? Dans la vie quotidienne de qui que ce soit, exprimer ses opinions, échanger, demander si l'autre souhaite les mêmes choses pour le collectif dans lequel on travaille, c'est très rare. Et à l'école, ça se fait systématiquement dans certains cas (dans le meilleur des cas) et ça s'apprend. Ce qui a été dit et qui est très intéressant, c'est que ça s'apprend en pratiquant, mais aussi avec des outils. Il faut ouvrir la voie et montrer qu'on est capable, mais il faut donner les outils. C'est la transmission. En effet, ce n'est pas facile d'exprimer ses émotions. C'est à l'enseignant, à l'adulte de solliciter et susciter, car ce n'est pas spontané. Là, on voit des jeunes qui s'expriment très bien et c'est spectaculaire. On se dit : c'est formidable l'éducation à la démocratie ! Mais on ne voit pas tous les autres qui tâtonnent et qui ne savent pas quoi dire. Et ça, c'est le travail de l'enseignant : repérer ceux qui ont des difficultés à s'exprimer et leur donner des outils (par l'écrit, par l'image, par d'autres moyens...) pour le faire.

Cet impératif de diversité est devenu une norme absolue (en gros, on met tous les enfants dans les mêmes structures, on ne veut pas connaître les différences et les difficultés qu'ils peuvent avoir...). Ça veut dire que certains qui ont de grosses difficultés ne sont pas pris en charge. Je ne suis pas pour un retour aux structures

antérieures, mais il y a eu des époques, en tout cas en France, où l'éducation spécialisée faisait vraiment son boulot. Et maintenant, certains enfants sont pénalisés parce qu'ils sont, sous prétexte d'accueil de la diversité-intégration, plongés des classes où leur différence n'est pas reconnue et ils restent donc dans leurs difficultés.

**Frédéric Matriche :** Merci beaucoup. Jean De Munck, à la fin de la vidéo, on parlait de la transmission. Marie-Claude Blais en parlait à l'instant. L'école, est-ce la démocratie ? Les professeurs sont-ils des passeurs de démocratie ?

**Jean De Munck :** « Passeur de la démocratie » ce n'est pas la même chose que « l'école c'est la démocratie ».

La vraie difficulté conceptuelle que nous avons ici est la suivante : quand nous parlons de démocratie et de citoyenneté, nous pensons tout de suite au modèle de l'État dans son rapport au citoyen. Les citoyens doivent contrôler les représentants, les élire... On connaît le modèle politique. Mais l'école n'est pas un gouvernement. Ce n'est pas un gouvernement et les élèves ne sont pas des citoyens. C'est une organisation qui rassemble des acteurs qui ont des rôles qui sont incommensurables aux rôles assumés par les citoyens et les gouvernants. Donc, si on doit penser la démocratie à l'école, il faut penser en termes spécifiques à la fonction scolaire.

Dans l'école, il y a des élèves qui apprennent, des profs, des programmes... C'est bien de parler de « conseils », mais on ne va quand même pas imaginer que les enfants ont la maîtrise du programme. Ils ont la maîtrise d'un ensemble de choses (ils peuvent communiquer sur un ensemble de choses par exemple), mais il ne s'agit pas du tout de donner aux élèves un droit d'intervenir sur tout. Donner la liberté de conscience : bien sûr ! Mais liberté de refuser de suivre le cours de biologie : non ! Attention, il faut quand même, à un moment donné, poser les questions jusqu'au bout quand on parle de citoyenneté à l'école.

Je trouve la vidéo intéressante, mais il me semble que ce qui n'est pas suffisamment mis en évidence et en exergue, c'est la très grande différence qu'il y a, d'une part, entre une organisation scolaire qui a une mission (et qu'il y a des conditions pour la réalisation de ces missions) et d'autre part un gouvernement en rapport avec ses citoyens. Nous sommes dans des sociétés différenciées et la notion de citoyenneté ne signifie pas la même chose dans tous les milieux. Si vous introduisez la notion de citoyenneté à l'hôpital, et bien cette notion de citoyenneté signifie encore une troisième chose que ce qu'elle signifie à l'école ou dans un gouvernement. Et même chose dans une Église au demeurant.

Donc, on doit faire un effort d'imagination pour savoir ce que signifie exactement la citoyenneté à l'école. On doit graduer cette citoyenneté. Les modes d'expression de la citoyenneté d'un enfant de six ans ne sont pas les modes d'expression d'un enfant de 12 ans ni d'un enfant de 16 ans. Un enfant de six ans n'a pas le concept de droit. Il ne l'a pas. Donc, ce n'est pas la peine de parler des droits à un enfant de six ans. En réalité, je pense que cet effort de singularisation du concept de citoyenneté dans le milieu scolaire n'est pas encore fait. Et nous pensons de façon extraordinairement analogique.

**Frédéric Matriche :** Marie-Claude Blais, Jean De Munck, merci beaucoup. Je vous propose de passer à la vision de la dernière vidéo... Il y a une catégorie d'acteurs que nous n'avons pas encore ou peu entendus : les P.O., les Pouvoirs Organisateurs. Ils sont bénévoles, ils s'engagent, ils y consacrent leurs ressources et une bonne partie de leur temps libre. Sans eux, l'enseignement catholique ne serait pas ce qu'il est. Nous avons voulu leur donner la parole, d'autant que leur rapport à la démocratie est fort. Que disent-ils de leur engagement ? Quel regard portent-ils sur l'école ? Je vous propose de regarder ensemble la dernière vidéo.

Voilà. Merci pour votre attention. Marie Claude Blais, une petite réaction par rapport à cette dernière vidéo...

**Marie Claude Blais :** On a beaucoup discuté de l'engagement. J'aurais aimé pouvoir en dire plus dans notre réflexion sur l'introduction de l'enseignement moral et civique. On a, en particulier, consulté beaucoup de chefs d'établissement – directeurs et directrices – pour leur demander si on incitait les jeunes, dans les établissements scolaires, primaires et secondaires, à prendre des responsabilités. Pour nous, « engagement », ça veut dire prendre des responsabilités, aussi petites soient-elles. Est-ce qu'on avait des structures qui permettaient ? La réponse était non. Donc, on a gardé l'idée de l'engagement en sachant que c'était « hors-sol » parce que pour faire n'importe quoi, un club d'échecs ou une association de philatélie dans une école, il faut un petit local. Les directeurs nous disaient : « on a essayé de trouver un local, mais de toute façon, il y avait un tel foutoir au bout d'une semaine qu'il fallait qu'on libère un surveillant pour surveiller le local en permanence... » Donc, bien sûr, on peut avoir des utopies, des idéaux, mais il faut voir la réalisation pratique de ces idéaux.

Il me semble que le plus simple en matière d'engagement, c'est effectivement qu'à l'intérieur des structures classes par exemple, il y ait des prises de responsabilité comme ça se fait dans les classes Freinet (des tours de rôles, des engagements pour s'occuper de tâches collectives) et que chacun sente qu'il porte une part de ces tâches collectives.

**Frédéric Matriche :** Votre réaction aussi par rapport à ce que vous venez de voir et d'entendre...

**Jean-Pierre Lebrun :** Écoutez, je suis un tout petit peu réticent à l'égard des derniers propos de Madame Lasida

**Frédéric Matriche :** Pourquoi ?

**Jean-Pierre Lebrun :** Parce que je ne suis pas sûr qu'on va pouvoir échapper à la durée. Je pense que la temporalité est quand même une dimension extrêmement forte que notre monde actuel est en train d'essayer d'escamoter. Alors, je pense quand même qu'il faut être nuancé par rapport à ce qu'elle dit. Ce n'est pas du tout une opposition, mais entériner qu'il y aurait d'emblée un changement dans l'engagement... Je crains qu'il y ait quand même une difficulté aujourd'hui. On le constate même dans les entreprises qui se plaignent actuellement que les gens ne s'investissent plus vraiment. Ils y vont pour six mois, ils font une formation qui a été prescrite par la société et puis, après six mois, là où la société attend qu'ils travaillent, ils s'en vont. Or, on n'échappe quand même pas à devoir inscrire la temporalité dans notre existence. Donc, je ne sais pas si ce sont de nouvelles méthodes d'engagement ou bien si ce sont de nouvelles façons de faire qui échappent quand même à ce que veut dire vraiment un engagement (qui pour moi ne peut s'inscrire autrement que dans la temporalité). Ce qui ne veut pas dire qu'il est éternel ! Mais, il y a quelque chose de la temporalité qui, aujourd'hui, est évité. Je pense que ça fait partie de la nouvelle donne. Il va falloir penser : comment réinscrire la temporalité ?

Je reviens en arrière parce que je ne suis pas intervenu pour la séquence précédente. Je trouvais que ce n'était pas mal. Un des plus jeunes à l'école a dit : « mais, moi, j'aime bien ». Il était content de pouvoir aller devant sa classe dire ce qu'il avait été faire en tant que représentant. Ça a l'air anodin, mais c'est quand même important que certains jeunes qui ont des capacités, des charismes différents puissent avoir un certain plaisir à pouvoir représenter le collectif. Aujourd'hui, on aurait souvent une sorte d'allergie, on dirait « ça viendra plus tard... » C'est ça qui est intéressant dans cette petite pratique bien que je rejoins tout à fait les propos de Jean disant qu'il ne faut pas confondre. N'empêche que ce genre de pratiques me semblent plus intéressantes que d'aller – ce qui n'enlève rien à faire ça – s'asseoir au parlement belge pour savoir un peu ce que c'est et de croire qu'on y est. Non. Je trouve que c'est vraiment important que certains jeunes s'y sentent reconnus par l'enseignant, mais aussi par les autres élèves parce qu'ils arrivent à plutôt bien dire ce que les autres pensent ou n'arrivent pas à dire. Ce sont des modalités de formation aux leaders de demain et il ne faut pas négliger tout ça parce qu'aujourd'hui, on aurait presque tendance, avec la force de l'idéologie égalitaire, de trouver négatif toute idée de responsabilité. Alors, qu'au contraire, je crois que ça reste très important !

Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, il est très difficile de trouver des directeurs d'écoles, des médecins-directeurs... En France, il y a des maires qui démissionnent les uns après les autres. L'école est un lieu où, simplement, certains peuvent prendre une certaine place et s'y sentir bien. Ils font ça tout en étant contrôlés, balisés, mais c'est quand même une expérience intéressante.

**Frédéric Matriche :** Jean De Munck, par rapport à ce que vous venez de voir et d'entendre, votre réaction ?

**Jean De Munck :** C'est vraiment la vidéo la plus passionnante ! Je vais partir avec l'enregistrement et en faire un séminaire de sociologie ! Il y a là une foule de problèmes qui sont posés de façon intelligente.

Premier problème : le problème de l'autorité. Je crois que ça fait partie des transformations actuelles de l'autorité. Je vais vous le dire de la façon la plus simple possible : aucune décision ne peut être prise qui ne soit expliquée, justifiée. C'est-à-dire que l'acte de décider sans donner ses raisons est de plus en plus illégitime. C'est très épuisant pour les autorités parce qu'à tout moment, il faut justifier ce qu'on a fait. Or, aujourd'hui, ce sont les conditions de production de légitimité dans pratiquement toutes les organisations. Ce n'est pas une affaire d'école. Dans toutes les organisations, on doit produire de la justification. Et après tout, si l'école est une école qui apprend à justifier, elle doit pratiquer la justification en son sein. Que ce soit le directeur à l'égard des professeurs, les professeurs à l'égard des élèves. Pour nous, à l'université, c'est encore plus difficile : on doit justifier les notes que nous donnons aux étudiants. Donc, cet exercice de justification est, à mon avis, incontournable dans les conditions des sociétés développées aujourd'hui.

Deuxième chose : l'engagement. Ici, il y a un plaidoyer pour l'engagement qui est donné à l'unisson. Alors, il y a deux choses à dire.

La première, c'est qu'effectivement, la tradition du réseau d'écoles dans lequel on se trouve, c'est la tradition associative. L'école, ce n'est pas un appareil d'État qui est construit à partir du haut, à travers des mécanismes administratifs. L'école, c'est une association (une association de parents, une association de profs, directions...). Ça suppose que ses acteurs prennent – comme on l'a dit – des responsabilités. Ce qui veut dire des risques... Il ne faut quand même pas non plus tourner autour du pot. C'est beau de prendre des responsabilités, mais ce sont des risques, du temps perdu, des conflits. Il y a probablement des directeurs de P.O. parmi vous... ils savent ce que veut dire le mot « conflit ». Et au fond, c'est une réponse à un autre modèle de citoyenneté qui a été, à mon avis, très bien campé ce matin par John qui disait : "mais la citoyenneté, eh bien, c'est la revendication et c'est surtout : je n'appartiens à rien, je ne suis impliqué dans rien et je réclame mes droits... »

Le modèle associatif est exactement l'inverse de ce modèle de citoyenneté (qui est, à mon avis, un modèle pathologique au sein de la démocratie parce que si vous avez un public qui revendique ses droits sans cesse et qui ne s'implique dans rien, qui ne veut rien savoir des contraintes de la réalité, évidemment nous allons véritablement à des gouvernements catastrophiques). La participation, c'est l'apprentissage de la démocratie et donc de la contrainte du fait que les autres existent, qu'il y a des limites budgétaires, etc.

Je pense que c'est cette école que nous devons défendre : le modèle d'école et le modèle démocratique d'école.

Troisième chose : nous constatons des difficultés d'engagement. C'est certain. Je le vois à l'université avec des étudiants, mais vous voyez ça aussi dans votre entourage. Le problème de l'engagement et de la difficulté d'engagement qui apparaît aujourd'hui, c'est effectivement, à mon avis, la question du renoncement. S'engager, c'est renoncer. Nécessairement ! Si vous vous engagez, il faut renoncer et sacrifier et donc, effectivement, considérer qu'il y a des valeurs supérieures au bien-être. Au fond, la question de l'engagement posée radicalement sur le plan de la morale, sur le plan éthique, c'est : la morale est-elle réductible au bien-être ? Si elle est réductible au bien-être, alors, il ne faut pas s'engager. Mais si vous posez que la morale n'est pas réductible au bien-être et que vous considérez donc qu'une forme de « mal-être » fait partie des valeurs, mérite d'être vécu, alors, il y a engagement. Aujourd'hui, on se trouve devant une difficulté, un arrêt : une partie du public, notamment des élèves, ne parvient plus à s'engager. Alors, une démocratie avec un public qui ne parvient plus à s'engager, c'est une démocratie qui meurt. Ça me semble inévitable.